

véritable ne paraît avoir cours entre le gouvernement et la majorité noire. À la conférence qu'ils ont tenue au Canada en octobre, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont dû admettre que la crise engendrée dans la région par *l'apartheid* s'était sérieusement aggravée depuis leur dernière réunion (en 1985).

Le Canada a donné le ton à cet égard. Le premier ministre Mulroney s'est rendu au Zimbabwe et en Zambie au début de 1987, et M. Clark lui a emboîté le pas en visitant plus tard dans l'année le Mozambique et l'Afrique du Sud même. Le chef de *l'African National Congress* (ANC), M. Oliver Tambo, s'est entretenu avec M. Mulroney à Ottawa. Le Canada a par ailleurs montré la voie en favorisant en octobre un consensus parmi les chefs d'État du Commonwealth (celui de la Grande-Bretagne excepté), qui ont ainsi convenu de déployer des efforts pour amener la collectivité mondiale à adopter les mesures déjà appliquées par la plupart des pays du Commonwealth et par d'autres pays; ils se sont aussi entendus pour dire que le Commonwealth devait mettre sur pied un meilleur programme coordonné d'aide à la région, surtout au Mozambique. M. Clark a été prié de présider un groupe de ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, dont le rôle est de contribuer à la réalisation de ces objectifs entre autres. Enfin, le Canada a pris des mesures à l'égard de toutes les sanctions dont les chefs de gouvernement du Commonwealth avaient effectivement recommandé l'application; il a réduit de plus de 50 p. 100 ses importations en provenance d'Afrique du Sud et il s'est engagé à accroître son aide aux États de la ligne de front.

On ne sait pas encore exactement comment le Canada "intensifiera" les sanctions, et M. Clark a pris soin de ne pas s'engager, au nom du Canada, à prendre de nouvelles mesures, sauf de concert avec d'autres pays du Commonwealth. Il a évoqué la possibilité d'user de l'influence canadienne pour faire naître un consensus, plutôt que "d'agir avec force", mais il reste toujours à savoir si un consensus qui exclut la Grande-Bretagne suffira